

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

XXV REUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE (CSTD-25)

La Antigua Guatemala, Guatemala, 23 mai 2014

DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA REUNION DES MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE

1. INTRODUCTION

La Réunion des Ministres du tourisme de l'AEC (RMT) est considérée comme une plateforme politique pour les ministres du tourisme des différentes sous-régions de la Grande Caraïbe ; elle leur permet de coordonner leurs efforts et d'aborder leurs problèmes communs liés au tourisme : l'un des secteurs économiques les plus importants pour notre région. Elle leur fournit aussi l'occasion d'avoir accès à des informations actualisées et pratiques qui contribuent à la mise en œuvre de politiques du tourisme dans une optique de durabilité.

Le thème de cette réunion ministérielle et les sujets annexes correspondants ont été choisis pour faciliter la définition de politiques là où c'est nécessaire, et pour mettre en place des stratégies d'intervention susceptibles d'être appliquées par le biais de la coopération. Dans ces conditions, les organisations partenaires, internationales et régionales, sont invitées à faire part de leurs initiatives et de leurs réflexions sur les problèmes contemporains et nouveaux tels que la protection et la sécurité des touristes, l'accessibilité aérienne, la situation financière mondiale et le changement climatique. A cet égard, la réunion a pour but de favoriser les discussions multilatérales destinées à renforcer les mécanismes de coopération en matière de développement du tourisme.

A la suite du mandat émis par le IV^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu au Panama en juillet 2005, deux RMT ont eu lieu : la RMT-1 à La Havane (Cuba), en octobre 2006 et la RMT-2 à Barranquilla (Colombie), en avril 2009. Ce document présentera une vue générale de l'évolution historique des RMT, des informations sur les logiques d'intervention et des réflexions sur la convocation de la 3^{ème} réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-3).

2. HISTORIQUE

A l'occasion du IV^e Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'AEC qui a pris fin le 29 juillet 2005 à Panama City, les Chefs d'Etat et/ou de gouvernement ont encore une fois reconnu l'importance du tourisme pour les pays de la Caraïbe, ainsi que le besoin d'échanger les expériences nationales dans le domaine des politiques publiques susceptibles de servir de point de référence pour la formulation de lignes directrices régionales en vue d'assurer la durabilité de cette activité économique.

Conformément à l'Article 22b de la Déclaration de Panama, le Comité spécial sur le Tourisme durable de l'AEC (CSTD) a été chargé d'organiser cet échange à travers la convocation d'une Réunion des autorités touristiques de haut niveau de la Grande Caraïbe :

Nous décidons que les ministres du Tourisme ou les plus hautes autorités touristiques des membres de l'AEC, dans le cadre du Comité spécial du Tourisme durable et en coordination avec les agences spécialisées au sein de la Grande Caraïbe, organiseront une réunion durant le premier semestre de 2006, afin de faciliter l'échange d'expériences et l'analyse des propositions et d'options relatives aux politiques publiques du tourisme, en particulier en ce qui concerne les croisières, dans le but d'évaluer les possibilités pour que cette modalité du tourisme puisse contribuer de façon plus significative au développement durable du secteur dans les pays de la zone.

Par conséquent, la CSTD lors de sa XV^e Réunion tenue à Fort-de-France, Martinique, le 30 novembre 2005, a convenu de convoquer la Première Réunion des Ministres du Tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-1) durant le premier semestre de 2006. En février 2006, le Gouvernement de Cuba a offert d'accueillir la RMT-1 à la Havane le 8 mai, dans le cadre des activités du 25^e Salon international du Tourisme à Cuba. Toutefois, après consultation avec les acteurs institutionnels et considération de différentes raisons, y compris le chevauchement de cette réunion avec des engagements antérieurs de certains partenaires régionaux clés, la réunion a été ajournée et a fini par avoir lieu le 19 octobre 2006.

Les décisions et recommandations de cette réunion de hautes autorités touristiques ont été captées dans la Déclaration de la Havane sur le Tourisme dans la Grande Caraïbe (DHAV). Le Conseil des ministres de l'AEC a signé l'Accord N° 11/07 institutionnalisant la DHAV.

Reconnaissant l'importance de ce forum touristique de la Grande Caraïbe, la RMT-1 « a convenu d'analyser la proposition d'institutionnaliser la Réunion ministérielle du Tourisme sur une base biennale ». La RMT-1 ayant eu lieu en 2006, la CSTD a demandé aux Etats membres et membres associés de l'AEC d'envoyer leurs expressions d'intérêt pour accueillir la II^e Réunion ministérielle sur le Tourisme (RMT-2) en 2008. Toutefois, les pays n'ont pas manifesté leur intérêt à accueillir cette réunion en 2008. C'est à l'occasion de la XIV^e Réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'AEC en janvier 2009 que la République de Colombie a présenté officiellement son offre d'accueillir la RMT-2 en avril 2009 ; offre qui a été acceptée par la signature de l'Accord N° 08/09.

La RMT-2 a donc eu lieu à Barranquilla le 24 avril 2009. Avec la participation de délégations de huit Etats membres (quatre au niveau des ministres) et de deux membres associés, deux observateurs fondateurs (l'OTC et la CEPALC), ainsi que d'experts de deux agences régionales spécialisées (IICA, CDERA) et de l'Université d'Oxford, la réunion a adopté une série de recommandations qui sont réunies dans la Déclaration de Barranquilla sur le Tourisme durable dans la Grande Caraïbe (DBAQ). La réunion a proposé de considérer un changement de la périodicité des RMT de biennale, comme convenu lors de la RMT-1 à annuelle, toutefois, des préoccupations ont été exprimées quant au nombre d'événements régionaux et internationaux tenus chaque année, auxquels la présence des Ministres du Tourisme est requise et on a recommandé qu'une attention particulière soit accordée à la sélection de dates pour la RMT annuelle proposée.

3. LOGIQUE D'INTERVENTION

OBJECTIF

L'objectif de cette Réunion ministérielle sur le Tourisme consiste à échanger des avis y consolider des actions communes qui auraient des bénéfices pour les différents membres de l'AEC et à proposer des options tendant à accroître la contribution de l'industrie du tourisme au développement durable des pays de la Grande Caraïbe.

PORTEE

On invite les ministres du Tourisme et hautes autorités touristiques des pays de la Grande Caraïbe afin de partager des informations et des expériences dans le domaine du tourisme concernant l'économie régionale, le transport, l'environnement, ainsi que les initiatives régionales sur la diversification des produits et l'engagement communautaire.

De plus, on invite aussi les organisations partenaires internationales et régionales à partager leurs initiatives et réflexions sur des questions courantes et complexes ayant une incidence sur le développement du tourisme, telles que la sécurité alimentaire, la situation financière mondiale et le changement climatique.

PROCESSUS

Si un pays est intéressé par l'accueil de la RMT, il le communique au Secrétariat par écrit. Le Secrétariat informe à son tour les membres de l'AEC de cette offre. L'organisation d'une réunion de l'AEC en dehors du siège de l'AEC est régie par l'Accord ministériel N° 05/03. Cet accord stipule les conditions et arrangements auxquels s'engagent un pays d'accueil ainsi que les responsabilités du Secrétariat.

Le choix du thème et l'ordre du jour de la réunion est coordonné conjointement par la direction du tourisme durable de l'AEC, le pays hôte et le Président du Comité spécial. Les propositions sont ensuite soumises aux membres de l'AEC pour leur contribution. Eu égard à l'interdépendance de plusieurs questions liées à l'industrie régionale du tourisme, dans la préparation de l'ordre du jour de la RMT, les Directions du Commerce, du Transport et de la Prévention des Risques de Catastrophes de l'AEC et leurs Comités spéciaux respectifs peuvent être consultées.

4. CONSIDERATIONS RELATIVES AUX REUNIONS DES MINISTRES DU TOURISME DE L'AEC A L'AVENIR

Il s'avère que les RMT ont rempli leurs objectifs en offrant une plateforme facilitant les échanges intra-régionaux au plus haut niveau politique et l'articulation de positions communes sur des questions liées au développement durable du tourisme dans la Grande Caraïbe. Les deux Déclarations issues de ces réunions ont servi à orienter le travail du CSTD et de la DTD pour l'exécution du Programme de travail de l'AEC en matière de tourisme durable. Parmi les résultats immédiats des RMT, qui ont eu lieu à deux reprises seulement, figurent des initiatives telles que la Convention créant la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe, la facilitation des échanges d'étudiants entre les pays de la Grande Caraïbe, ainsi que le soutien aux projets

touristiques régionales liées au dialogue en cours sur la connectivité régionale par voie aérienne, et des ateliers de renforcement des capacités pour améliorer la sûreté et la sécurité dans l'industrie du tourisme sont quelques-uns des résultats immédiats des RMT en seulement deux étapes.

La participation des ministres du tourisme aux réunions régionales et internationales se réduit de plus en plus en raison de la crise financière mondiale actuelle qui touche les Etats membres et Membres Associés de l'AEC et de l'agenda très chargé du tourisme régional. Dans un contexte de ressources limitées, il importe d'élaborer des agendas qui ne se contentent pas d'aborder les principales questions du secteur touristique mais offrent aussi la possibilité de tirer parti des expériences d'autrui. Il importe en outre au plus haut point que les Etats membres et Membres Associés de l'AEC s'approprient les recommandations issues de ces réunions de haut niveau pour les incorporer à leurs agendas nationaux.

Il est aussi très important d'assurer que les États membres et membres associés de l'AEC assument la responsabilité de la convocation de ces réunions et des recommandations émanant de ces dernières, alignées sur leurs propres programmes nationaux. À cet égard, il convient de noter que les Réunions des Ministres du Tourisme de l'AEC n'ont pas eu lieu au cours des quatre dernières années et qu'une discussion sur la convocation de la *Troisième Réunion des Ministres du Tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-3)*, suite à son ajournement en octobre 2013, devrait être finalisée. La Direction recommande que les pays prennent une décision conjointe quant à la tenue ou non de futures Réunions des Ministres du Tourisme.

Il est reconnu que les RMT offrent aux Ministres du Tourisme et autres autorités touristiques de haut niveau des pays de la Grande Caraïbe une occasion unique pour partager des connaissances et expériences, prendre des décisions en matière de politique et donner une orientation et des mandats au Programme de travail sur le Tourisme durable de l'AEC, dans le but de promouvoir une approche plus intégrée et harmonisée du développement touristique entre les pays de la région. Toutefois, on note aussi l'existence de nombreux événements régionaux et internationaux liés au tourisme qui nécessitent l'attention des Ministres, Commissaires et Directeurs du Tourisme, et qui, par conséquent, entrent en concurrence avec la Réunion des Ministres du Tourisme de l'AEC. Cela mérite donc l'orientation et la direction des Ministres du Tourisme et autorités touristiques de la région.